



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/NGO/65  
17 mars 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 7 de l'ordre du jour

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION  
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE  
OU ETRANGERE, OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Exposé écrit présenté par le Conseil international des traités  
indiens, organisation non gouvernementale dotée  
du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[16 mars 1998]

1. Le Conseil international des traités indiens soulève depuis de nombreuses années la question des peuples autochtones et de leur droit à l'autodétermination devant la Commission des droits de l'homme. Il a maintes fois abordé ce sujet dans le contexte de l'article premier commun à deux instruments de la Charte internationale des droits de l'homme qui concerne le droit à l'autodétermination. Le Conseil a informé la Commission de situations de non-reconnaissance et de non-respect de ce droit garanti à tous les peuples du fait de la persistance de la domination coloniale exercée par les Etats dits "successeurs" ou "indépendants".

2. Aux Etats-Unis plus que partout ailleurs, la préservation de ce droit est un combat de tous les instants. En dépit de directives présidentielles enjoignant aux organismes fédéraux de traiter avec les peuples autochtones de nation à nation et malgré la législation consacrant la souveraineté de ces peuples, les Etats-Unis mènent une politique visant à restreindre leurs droits et à faire main basse sur leurs terres.

GE.98-11019 (F)

3. Les gouvernements des Etats de la Fédération cherchent à restreindre l'exercice des droits à la chasse et à la pêche et d'autres droits autochtones, tentant de soumettre les tribus indiennes à l'impôt et prenant d'autres mesures qui constituent une violation directe de l'interdiction contenue dans l'article premier commun à deux instruments de la Charte internationale des droits de l'homme, en vertu duquel un peuple ne peut être privé de ses propres moyens de subsistance. Les Etats de la Fédération, avec la complicité active de la Cour suprême des Etats-Unis, sont en train de porter gravement atteinte au droit des peuples de planifier leur développement comme ils l'entendent.

4. En effet, alors qu'elle avait statué dans sa décision dans l'affaire "GO-Road" que le gouvernement fédéral pouvait agir comme bon lui semblait sur "son" territoire, même si cela devait avoir pour effet de causer des dommages irréparables aux lieux sacrés des peuples indigènes et de les empêcher de pratiquer convenablement leur religion, elle a récemment décidé, à propos du village autochtone de Vénétie (Alaska), que les autochtones se trouvant à l'intérieur des Etats-Unis n'étaient pas habilités à faire ce qu'ils voulaient sur leurs terres.

5. Le 25 février 1998, la Cour suprême des Etats-Unis a émis un avis unanime dans lequel elle a déclaré que les quelque 768 000 hectares de terres ancestrales de la tribu de Vénétie n'étaient plus sous la juridiction de cette tribu. Cette décision constitue un parjure, puisqu'il avait été promis à cette tribu qu'elle garderait et gérerait toujours ses terres.

6. Le litige portait sur l'interprétation de la loi sur le règlement des revendications foncières des autochtones d'Alaska de 1971 - les plus importantes dans l'histoire des Etats-Unis. En vertu de cette loi, le Congrès a éteint les revendications des autochtones sur environ 137 millions d'hectares, leur accordant en contrepartie un montant de 962,5 millions de dollars et des titres de propriété en bonne et due forme sur quelque 18 millions d'hectares choisis selon une formule complexe.

7. Mais, acte sans précédent dans les relations entre la Fédération et les tribus, le Congrès des Etats-Unis a décidé que les 18 millions d'hectares en question seraient conférés non pas aux tribus mais à de nouvelles sociétés autochtones, que les tribus étaient tenues de créer dans le cadre de la législation des Etats-Unis. Bien que les autochtones aient refusé que leurs terres soient transférées à des sociétés agréées par l'Etat, il a été enjoint à environ 200 tribus villageoises d'Alaska de participer au règlement foncier.

8. Le conflit qui est à l'origine du contentieux a trait à l'application de la loi de 1971 aux Indiens Neetsaii Gwich'in de Vénétie, tribu athabascane isolée qui habite une vaste région située au nord du cercle arctique, à des centaines de kilomètres des principaux centres urbains de l'Alaska. Accessibles seulement par voie aérienne, par bateau, par autoneige ou traîneau, les membres de cette tribu mènent une vie traditionnelle fondée sur la chasse, la pêche et la capture d'animaux à fourrure, et leur Conseil tribal administre tous les services essentiels à l'exception de l'école locale qui est financée par le gouvernement fédéral.

9. En 1943, le Ministre de l'intérieur avait créé une réserve d'environ 768 000 hectares afin d'empêcher des personnes venues de l'extérieur d'empiéter sur les terrains de chasse et de piégeage des tribus. A la fin des années 60, la tribu de Vénétie s'est opposée à la législation sur le règlement des revendications foncières, qui était alors en cours d'élaboration.

10. La tribu a écrit au Congrès pour l'informer qu'elle souhaitait garder la réserve, même si elle devait renoncer au règlement pécuniaire. Le Congrès a fait droit à cette demande et la tribu n'a donc pas reçu d'argent. Il a toutefois exigé que les terres soient d'abord conférées à deux sociétés agréées par l'Etat que la tribu devait créer au nom de ses membres. Dès que les terres leur ont été conférées, ces sociétés les ont immédiatement restituées à la tribu, qui en est encore propriétaire aujourd'hui.

11. En se prononçant contre le maintien du droit de la tribu de lever l'impôt, la Cour a fait valoir qu'en l'absence d'une réserve, les tribus indiennes ne pouvaient continuer à administrer leurs terres que si ces terres remplissaient les conditions requises pour que leurs occupants puissent être considérés comme une "communauté indienne dépendante", au titre de la loi fédérale de 1948 (loi sur "le territoire indien").

12. S'appuyant largement sur deux décisions prises par la Cour suprême au début du siècle et sur une interprétation restrictive de la clause susmentionnée, la Cour a statué qu'il était nécessaire que le Gouvernement fédéral ait "réservé" les terres "pour l'usage des Indiens" et que les autorités aient gardé "la haute main" et le contrôle sur la manière dont elles étaient utilisées et mises en valeur. Elle a conclu que les terres de Vénétie ne remplissaient pas ces conditions, le Congrès les ayant initialement conférées à des sociétés pour qu'elles les utilisent comme elles le souhaitent (et pas uniquement "pour l'usage des Indiens") et ayant délibérément renoncé à tout contrôle sur la manière dont les prérogatives de ces sociétés seraient exercées.

La décision de la Cour montre qu'au moment de l'adoption de la loi sur le règlement des revendications foncières des autochtones, le Congrès avait l'intention non avouée de dépouiller les tribus de leurs pouvoirs et de les couper de leurs terres.

-----